



ÉDITION SPÉCIALE JUST N°2 SOIGNER LA PLANÈTE, PROTÉGER LES PERSONNES

©Fabrice Mbonankira - Solsoc 2025

INTERVIEW p.2

Juliette Compaore,
Protection sociale au
Burkina Faso

FOCUS INTERNATIONAL p.3

Pas de transition juste sans
protection sociale

BRÈVES p.4-5

1er mai - Paix en RDC -
Mutuelles de santé en
Afrique Centrale



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement

durable dans les pays partenaires. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur·euse·s belges et européen·ne·s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Directrice : Veronique WEMAERE – Présidente : Estelle CEULEMANS
Vice-présidente : Martini HAGIEFSTRATIOU
Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND
Administrateur·rice·s : Alex ARNOLDY, Malik BEN ACHOUR, Tangui CORNU, Caroline HUT, PaulJAMMAR, Grégoire KABASELE, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVEQUE, Lara MANFREDI, Francis MARLIER, Julien POT, Ahmed RYADI, Frédéric THOMAS, Noémie VAN ERPS, Pascale VIELLE.
Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles
N°29 avril – mai – juin 2025



Solsoc est membre de l'association Récolte de fonds Ethique (RE-EF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.



Rue Coenraets, 68 -
1060 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 505 40 70
Email : info@solsoc.be
CCP : BE07 8777 9913 0166

facebook.com/SolsocASBL
@solsoc

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.

► É D I T O

CLIMAT : UNE URGENCE SOCIALE

Sécheresses, inondations, épidémies : les dérèglements climatiques s'accroissent. Celles et ceux qui trinquent en premier sont les plus vulnérables. Récoltes dévastées, lieux de vie détruits, conditions de travail extrêmes, autant de facteurs qui fragilisent leurs moyens de subsistance et leur accès aux soins tendent à se multiplier. Face à la crise climatique, l'accès à la santé et la protection sociale deviennent des enjeux cruciaux de justice sociale. Dans ce contexte, les mutuelles de santé, portées par nos partenaires en Afrique, se révèlent être des boucliers de solidarité.

Au Burundi, au Burkina Faso, en RDC ou au Sénégal, ces mutuelles, soutenues par Solsoc, permettent à des milliers de familles d'accéder à des soins de qualité à coût accessible. Elles incarnent une réponse concrète, collective et résiliente à un système économique destructeur. En promouvant le mouvement mutualiste, nos partenaires accompagnent les communautés à s'organiser, prévenir les risques sanitaires liés au climat, et faire valoir leurs droits.

Investir dans la protection sociale, c'est préparer nos sociétés aux chocs à venir. C'est choisir l'humain, la dignité et la solidarité. Le changement climatique n'est pas qu'une menace environnementale : c'est un révélateur d'inégalités. Face à lui, renforçons les filets de protection collective au lieu de les détricoter !

Estelle Ceulemans, Présidente

« Il faut que l'État construise un mécanisme inclusif. Un mécanisme qui prend en compte ceux et celles qui peuvent cotiser, mais qui prévoit aussi l'accompagnement des personnes déplacées, qui ne peuvent plus travailler dans leurs champs et qui n'ont donc plus les moyens de contribuer »

Juliette Compaore



©Fabrice Mbonankira-Solsoc 2025

Burundi : une adhérente mutualiste lors d'une consultation au centre de santé de Kaniga.

► O P I N I O N

BURKINA FASO : ÉTENDRE LA PROTECTION SOCIALE FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE ET SÉCURITAIRE

Le Burkina Faso ne fait pas exception à la longue liste des pays qui subissent de plein fouet les effets du dérèglement climatique, et ce alors qu'il n'y a que très peu contribué. À cela s'ajoute un contexte de grave insécurité en raison de mouvements d'insurrection djihadistes et de tensions intercommunautaires. Ces deux facteurs ont entraîné un déplacement très important de population. L'ONU a enregistré plus de 2 millions de personnes déplacées internes. Dans ce contexte, l'extension de la protection sociale pour permettre la résilience des burkinabè est véritable défi.

Retour sur un entretien mené avec Juliette Compaore, Secrétaire exécutive de l'organisation burkinabè ASMADE, partenaire de Solsoc.

Juliette Compaoré : « L'industrialisation n'est pas très développée chez nous, mais les effets du dérèglement climatique sont palpables avec les inondations et des sécheresses. Aujourd'hui, des zones qui étaient encore il y a peu les greniers du pays n'ont plus de ressources. Le programme que nous mettons en œuvre porte sur le développement d'initiatives d'économie sociale et solidaire et sur la protection sociale. Nous démontrons l'articulation de l'action mutualiste avec le changement climatique : une personne qui est en bonne santé peut travailler à développer des mécanismes et des moyens de production qui respectent l'environnement ».

Inclure les personnes déplacées : un défi pour la protection sociale

« Il faut que l'État construise un mécanisme inclusif. Un mécanisme qui prend en compte ceux et celles qui peuvent cotiser, mais qui prévoit aussi l'accompagnement des personnes déplacées, qui ne peuvent plus travailler dans leurs champs et qui n'ont donc plus les moyens de contribuer. Nous devrions aussi développer des programmes de réinsertion, d'accompagnement économique pour que ces personnes puissent, dans la durabilité, bénéficier des services offerts par les mutuelles. Parce que même s'il existe une prise en charge de ces personnes, lors d'une crise aussi profonde que celle que nous vivons actuellement, s'il n'y a pas de stratégie pour accompagner les gens à reconstruire leur pouvoir économique, ils resteront dans la dépendance. ».

Renforcer le rôle des mutuelles de santé

« Ce qu'il faut, c'est que l'assurance maladie universelle se mette en place : que les personnes qui peuvent cotiser cotisent et que les personnes qui sont temporairement dans l'incapacité de cotiser bénéficient de mécanismes pour les couvrir. Le mécanisme national, tel qu'il se met en place, ne peut se déployer sur tout le territoire qu'en s'appuyant sur des acteurs de proximité, et les mutuelles sont des acteurs de proximité. Nous demandons qu'il y ait plus de soutien pour qu'on puisse renforcer le travail des mutuelles, qu'elles aient une base plus large, qu'elles puissent communiquer davantage, et puissent permettre à la personne qui est dans la zone la plus reculée d'être liée à un mécanisme de prise en charge. C'est à cette condition que l'assurance maladie pourra être effectivement universelle dans mon pays et répondre aux besoins de l'ensemble de la population ».

PAS DE TRANSITION JUSTE SANS PROTECTION SOCIALE

Depuis la révolution industrielle, le recours massif aux combustibles fossiles a alimenté un développement économique sans précédent, au prix de lourds coûts sociaux et environnementaux menaçant aujourd'hui l'équilibre du climat et des sociétés. Pour éviter des conséquences irréversibles, il est urgent d'engager une transition vers un modèle durable qui limite le réchauffement climatique. Mais nous devons éviter que ce changement de cap ait un coût social. La protection sociale a pu prouver à maintes reprises que c'est un outil puissant pour permettre à chacun·e de s'adapter à des bouleversements.

DES INÉGALITÉS RENFORCÉES PAR LE CLIMAT

Le changement climatique aggrave les injustices existantes. Les personnes déjà en situation de précarité – femmes, population rurale, travailleur·euse·s informel·le·s, personnes LGBTQIA+, personnes en situation de handicap – sont en première ligne face aux catastrophes environnementales. Leur accès aux soins de santé est limité, leur logement souvent plus vulnérable, leurs revenus insuffisants pour faire face aux chocs.

TRANSITION JUSTE : UN CONCEPT VENU DES LUTTES SYNDICALES

Née dans les années 1980 dans les mouvements syndicaux, la notion de transition juste désigne une transformation de notre modèle économique qui ne laisserait personne de côté. Elle reconnaît que certaines activités polluantes devront disparaître, mais exige en retour que des alternatives concrètes soient offertes aux travailleur·euse·s concerné·e·s.

Une transition juste implique donc un accompagnement social fort : reconversions, formation, emplois de qualité, mais aussi soins de santé accessibles, sécurité du revenu, sur fond de dialogue avec les groupes concernés. C'est là qu'intervient la protection sociale.

LA PROTECTION SOCIALE : UN OUTIL DE RÉSILIENCE

La protection sociale – couverture santé, indemnités de chômage, retraite, allocation de congé maternité, etc. – est bien plus qu'un outil de redistribution. Elle est un mécanisme de résilience. En période de crise, elle permet d'amortir les chocs, de se reconstruire, d'avoir accès à la santé, de garder sa dignité. Dans le cadre de la transition écologique, elle devient un levier essentiel pour accompagner les transformations, éviter les ruptures sociales et réduire la pauvreté.



Pourtant, aujourd'hui, plus de la moitié de l'humanité vit sans aucune couverture sociale. Et quand elle existe, elle est souvent insuffisante ou menacée par des politiques d'austérité. Il est urgent de repenser ce système, de l'étendre, de le renforcer.

DES INITIATIVES CONCRÈTES, COMME LES MUTUELLES DE SANTÉ AU BURUNDI

Des solutions existent. Dans plusieurs pays d'Afrique, des mutuelles de santé communautaires, soutenues par Solsoc et ses partenaires, permettent aux travailleur·euse·s de l'économie informelle d'accéder financièrement à des soins de santé. Elles fonctionnent sur des principes de solidarité, d'autogestion et d'implication citoyenne. Mais pour généraliser ces initiatives, un appui politique et financier est indispensable.

C'est notamment le cas au Burundi où le café est la principale ressource agricole. Pour défendre collectivement leurs intérêts, les caféiculteur·rice·s se sont regroupés en coopératives. Les membres de la



©Fabrice Mbonankira-Solsoc 2025

coopérative ont également mis sur pied une mutuelle de santé communautaire. Cela a permis de répondre à un défi qui traversait la coopérative : lorsqu'un·e de ses membres tombait malade, toutes ses économies passaient souvent dans les frais médicaux. L'affiliation à une mutuelle de santé permet à ses membres de se faire rembourser une partie des frais liés aux prestations de soin et à l'achat des médicaments.

Aujourd'hui, l'adhésion à la mutuelle permet ainsi aux caféiculteur·rice·s de limiter les coûts des soins de santé. Et avec l'accélération du changement climatique, cela devient essentiel, car la santé des Burundais·e·s est directement affectée par l'augmentation de cas de paludisme (due à la prolifération de moustiques dans les eaux stagnantes) et aux maladies liées à l'insécurité alimentaire (qui résultent de l'irrégularité des récoltes et des glissements de terrain engendrés par les pluies violentes).

L'action des mutuelles et des coopératives ne s'arrête pas là : ses membres s'organisent et mènent des actions collectives pour répondre aux défis liés au changement

climatique. Dans les villages, ils creusent des puits devant les mutuelles et les maisons des membres pour permettre aux pluies abondantes de mieux s'infiltrer dans le sol. Les paysan·ne·s sont aussi accompagnés au niveau de leur ménage, pour développer des techniques agricoles respectueuses de l'environnement et plus résilientes.

METTRE LA SOLIDARITÉ AU CŒUR DES TRANSITIONS

Face à l'urgence écologique, il ne suffit pas de décarboner l'économie. Il faut refonder le contrat social, en s'assurant que chaque personne, où qu'elle soit dans le monde, ait les moyens de traverser les bouleversements à venir. La transition ne sera juste que si elle est inclusive, participative et solidaire. Cela suppose de mettre la protection sociale au cœur des politiques climatiques, mais aussi de renforcer le rôle de la société civile, des mutuelles, des syndicats pour porter la parole des citoyen·ne·s.

► BRÈVES

SOLSOC AU 1ER MAI : SOLIDARITÉ, JUSTICE SOCIALE ET CONVIVIALITÉ

Depuis plus de 10 ans, Solsoc participe à la Fête du Travail organisée par la FGTB Bruxelles en tenant l'un des bars sur le site du Mont des Arts. Cette action est devenue un rendez-vous annuel incontournable de notre récolte de fonds, permettant de soutenir nos projets de développement à travers le monde. En 2025, cette initiative a permis de récolter 3134 euros supplémentaires pour nos actions de solidarité internationale. Merci à toutes les personnes qui ont partagé un verre avec nous !

Cette année, nous avons également un stand commun avec nos camarades de FOS et d'IFSI pour présenter la campagne JUST (justcampaign.be). Cette exposition met en lumière des initiatives inspirantes en Afrique et en Amérique latine, prouvant qu'une transition écologique fondée sur la justice sociale est non seulement nécessaire, mais possible. Nous sommes ravi-e-s de l'accueil enthousiaste que vous lui avez réservé ! Nous vous donnons déjà rendez-vous l'année prochaine pour une nouvelle édition placée sous le signe de la solidarité et de la convivialité.



MUTUELLES DE SANTÉ : VERS UNE SOLIDARITÉ RÉGIONALE EN AFRIQUE CENTRALE

Du 28 au 30 avril 2025, des représentants de mutuelles de santé de RDC, du Burundi, du Cameroun, du Tchad et du Gabon se sont réunis à Kinshasa avec le soutien de Solsoc. Tous membres de la PAMAC, ils ont échangé sur le rôle des mutuelles dans la mise en place de la Couverture Santé Universelle (CSU) en Afrique centrale.

En présence des autorités congolaises, cette rencontre a permis de partager les expériences nationales, d'harmoniser les outils de gestion et de poser les bases d'une future intermutualité régionale. Les participants ont également défini des actions de plaidoyer à porter au niveau régional, afin de renforcer l'intégration des mutuelles dans les politiques publiques de santé.

Un pas de plus vers un accès équitable aux soins pour toutes et tous en Afrique centrale.



RDC : UNE DÉLÉGATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE MOBILISÉE À BRUXELLES

Alors que l'Est de la RDC connaît un nouveau cycle de violences, une délégation représentant différentes structures de la société civile congolaise a été accueillie à Bruxelles du 24 au 29 mai. Accompagnée par Solsoc et le réseau PRODDDES, cette délégation portait les messages de la Campagne nationale pour la Paix, le Vivre-ensemble et la Cohésion sociale. Son objectif était de défendre une vision de la paix basée sur un dialogue réellement inclusif, rassemblant toutes les composantes de la société congolaise. Lors de rencontres avec des responsables politiques belges et européens, les participant-e-s ont transmis un message clair : sans la société civile, aucune paix durable ne peut être construite.

La délégation a aussi souligné l'importance d'aborder les conflits oubliés dans d'autres régions du pays, la crise de gouvernance, l'impunité, la restriction des libertés et la gestion opaque des ressources naturelles. Elle soutient l'initiative du Pacte social pour la paix lancée par la CENCO et l'ECC, tout en demandant une représentation renforcée des acteurs de la société civile afin que toutes les voix congolaises soient entendues. Elle appelle enfin les autorités belges et européennes à soutenir concrètement cette dynamique, indispensable pour bâtir une paix juste, globale et durable en RDC.

► AGENDA

L'EXPO JUST EN TOURNÉE



L'exposition de la campagne JUST met en lumière des communautés, des syndicats, des associations en Afrique et en Amérique latine, actifs dans les secteurs miniers/énergétiques, alimentaires, qui résistent et mettent en œuvre des initiatives innovantes dans les domaines de l'accès à la santé, à une alimentation saine, à la défense des droits des travailleur-euse-s et à la protection sociale.

L'expo a déjà reçu un excellent accueil du public lors des premiers événements où elle a été montrée : le 1er mai au Mont des Arts à l'occasion de la fête du Travail, mais aussi dans les locaux de Solidararis et de la Centrale Générale FGTB à Bruxelles. La prochaine exposition est prévue lors du

Festival des Solidarités à Namur, le 22-23 24 août, où Solsoc sera présent dans le village associatif. Nous vous attendons nombreux-ses à ce rendez-vous ! Durant l'automne, l'expo tournera dans différents associations en Wallonie et en Flandre.

Si vous souhaitez accueillir l'expo JUST au sein de votre organisation et/ou à co-organiser un événement avec nous, vous pouvez contacter Solsoc à l'adresse : ibassetto@solsoc.be. Plus d'infos sur la campagne et sur l'expo sur le site : www.justcampaign.be.

TEAM SOLSOC - RUN4KIVU : 2.733 € RÉCOLTÉS AUX 20 KM DE BRUXELLES !

Le 26 mai, notre équipe de coureur-euse-s et marcheur-euse-s a participé aux 20 km de Bruxelles. En plus du défi sportif, cette course a été l'occasion de récolter des fonds pour une cause qui nous tient à cœur.

Le projet soutenu cette année vise à relancer les coopératives vivrières du Sud Kivu (RDC), durement touchées par le conflit armé, avec l'appui de notre partenaire local Diobass. Grâce à l'énergie de l'équipe et à la générosité de leurs proches, 2.733 € ont été récoltés pour renforcer la sécurité alimentaire dans la région. Merci à toutes les personnes mobilisées !

Vous souhaitez courir avec nous en 2026 ? Les inscriptions ouvriront dans quelques mois, mais vous pouvez déjà nous contacter pour manifester votre intérêt. Contact : lbercaru@solsoc.be

**Assureurs,
mais humains
avant tout.**

**Parce que nos
conseillers P&V
vivent au
quotidien les
mêmes situations
que vous.**



Assurances